



Document relatif aux contributions des parties prenantes

Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Rapport parallèle présenté à l'occasion du Bilan 2 ans après
le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires



Italie 2023
SOMMET DES NATIONS UNIES
SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES + 2
BILAN

RÉSUMÉ

En vue de préparer le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (le Bilan), le Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires (le Pôle) a invité les parties prenantes à participer à une enquête pour recueillir des informations précieuses sur l'expérience qu'elles ont acquise en mettant en œuvre et en facilitant la transformation des systèmes alimentaires avant le Bilan. Un auteur indépendant a analysé les résultats de cette enquête et établi un projet de rapport, qui a été examiné par le Groupe consultatif de mobilisation et de mise en réseau des parties prenantes (le Groupe consultatif) lors d'une série de réunions. Le Groupe consultatif a apporté des modifications au rapport et a arrêté sa version définitive. Ce rapport est présenté aux participants au Bilan sous les intitulés «Document relatif aux contributions des parties prenantes» et «Rapport parallèle présenté à l'occasion du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires».

Les parties prenantes ont été invitées à présenter leurs contributions et leurs points de vue sur les aspects suivants.

- **Contribution des parties prenantes aux activités menées pour donner suite au Sommet sur les systèmes alimentaires.** Les résultats de l'enquête montrent que toutes les parties prenantes ont joué un rôle précieux dans la transformation des systèmes alimentaires. Les organisations de femmes, de peuples autochtones, de jeunes, et d'agriculteurs et de producteurs ont contribué activement à la sensibilisation et au renforcement des capacités de leurs collectivités pour les aider à améliorer leurs moyens d'existence grâce à la production d'aliments salubres et à la transformation de produits agricoles, notamment la production animale. Les associations autochtones ont apporté leurs connaissances et leur sagesse dans le domaine des terres en général et, en particulier, de l'agriculture. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des établissements universitaires ont mis à disposition leurs compétences spécialisées pour aider à mieux comprendre les questions relatives aux systèmes alimentaires et trouver des solutions. Les secteurs du commerce et de l'industrie ont pris des mesures pour mettre en œuvre la Déclaration des entreprises signée par 220 cadres dirigeants au titre du Sommet sur les systèmes alimentaires, avec l'appui d'organisations commerciales.

- **Mesures positives prises par les pays, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui en vue de faire participer véritablement les parties prenantes aux activités menées pour donner suite au Sommet sur les systèmes alimentaires.** D'après les informations reçues, différents groupes travailleraient en étroite collaboration, notamment des acteurs du secteur privé et des acteurs étatiques dans des domaines tels que la production agricole durable et la nutrition. Par ailleurs, des organisations de jeunes travailleraient avec des acteurs gouvernementaux pour lutter contre la faim grâce à la production locale, des organisations de femmes participeraient à des dialogues nationaux de planification et plusieurs parties prenantes collaboreraient à l'échelle des pays en vue de définir une perspective commune de la transformation des systèmes alimentaires.
- **Problèmes persistants rencontrés par les parties prenantes et domaines à améliorer.** Dans l'ensemble, la gestion et l'affectation des ressources et la coordination à l'échelle nationale et locale ainsi qu'avec le système des Nations Unies sont considérées comme des problèmes persistants. Les réponses attestent également d'une vision parcellaire des systèmes alimentaires par les pays, et de la difficulté de trouver des interlocuteurs gouvernementaux dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires. Les parties prenantes, en particulier celles dont les groupes sont souvent marginalisés, ont insisté sur la nécessité d'allouer davantage de ressources. Elles ont fait remarquer que les priorités politiques variaient considérablement d'un gouvernement à l'autre, ce qui nuisait aux priorités en matière de transformation des systèmes alimentaires. Les femmes, et particulièrement les petites agricultrices, devraient être mieux représentées et les ressources devraient être mieux réparties pour répondre à leurs besoins. Les parties prenantes ont indiqué qu'on accordait moins d'attention aux agricultrices qu'à leurs homologues masculins au regard des politiques et de l'accès aux marchés commerciaux. Pour que les peuples autochtones mettent à disposition leurs connaissances et leur sagesse et pour les soutenir, il faut généralement engager des ressources. Les personnes interrogées ont constaté que les collectivités locales disposaient rarement des compétences techniques ou des financements nécessaires pour soutenir activement les initiatives de transformation des systèmes alimentaires. Elles ont souligné que des contraintes de ressources, comme des problèmes d'infrastructure, pouvaient aussi entraver les progrès. Par ailleurs, il faut améliorer l'accès aux données publiques et leur prise en compte dans le processus décisionnel pour mobiliser des outils, des services et des investissements des secteurs public, privé et non lucratif.

- **Opinions des parties prenantes sur la manière de faire le lien entre le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et d'autres initiatives et processus mondiaux.** Bien que toutes les parties prenantes estiment qu'il faudrait associer la transformation des systèmes alimentaires aux programmes mondiaux, elles ont des points de vue différents quant à l'importance que ces associations devraient prendre. Beaucoup d'entre elles ont avancé que, si les programmes étaient simplifiés, ces liens devraient se faire de manière efficace. La majorité était d'avis que le Bilan pouvait être l'occasion d'évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) relatifs à la sécurité alimentaire, à la lutte contre le changement climatique et au développement durable et que l'association du Bilan à d'autres initiatives mondiales pouvait renforcer les synergies, amplifier les résultats et encourager l'action collective pour réaliser des objectifs communs. D'autres parties prenantes estiment qu'il faut établir des liens efficaces avec les programmes mondiaux de différentes manières. Elles ont fait remarquer que la transformation des systèmes alimentaires contribuait aussi aux ODD et était profondément liée au changement climatique et à la biodiversité. Par ailleurs, certaines parties prenantes considèrent qu'il y a «trop» de sommets. Les parties prenantes ont souligné qu'il fallait adopter une «approche plus globale» du Programme 2030 et de la réalisation des ODD. Elles ont critiqué les priorités internationales actuelles car selon elles, bien que l'intégration et la coordination soient largement mises en avant, il fallait redoubler d'efforts pour suivre les progrès des gouvernements et des autres parties prenantes en faveur du renforcement des systèmes alimentaires et de la réalisation des ODD et pour faire rapport à ce sujet.
- **Mesures prioritaires prévues par les parties prenantes au cours des deux années qui suivront le Bilan.** Les parties prenantes ont fait part d'un grand nombre d'activités qu'elles prévoient de mener en priorité pendant les deux prochaines années pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans leurs pays respectifs. Il s'agit, entre autres, de prendre des engagements visant à promouvoir la production agricole durable, la préservation de la biodiversité, la production alimentaire locale et l'agriculture circulaire, d'améliorer l'organisation des personnes employées dans les systèmes alimentaires, en particulier les femmes, de promouvoir des programmes d'enseignement nationaux comme des initiatives agroécologiques, de renforcer les partenariats avec les autres acteurs, de mettre en œuvre des programmes de sensibilisation des responsables politiques aux difficultés rencontrées par les agriculteurs familiaux, de favoriser l'innovation et d'encourager l'adoption de technologies en vue de limiter les répercussions de la production alimentaire sur l'environnement.

- **Recommandations à l'intention des autres acteurs et parties prenantes.** Les parties prenantes ont formulé un certain nombre de recommandations, visant notamment à encourager les recherches scientifiques et à veiller à ce qu'elles donnent lieu à des solutions concrètes, ainsi qu'à prendre en compte les questions autochtones et le point de vue des agriculteurs dans les activités de recherche, et invitant le système des Nations Unies à établir des moyens de communication directs avec les parties prenantes à l'échelle nationale et à financer la mise en œuvre des politiques et les projets. Elles recommandent vivement aux gouvernements de créer des mécanismes permettant de collaborer davantage avec les ONG, en particulier les associations autochtones, et de soutenir les programmes d'études supérieures portant sur les systèmes alimentaires. Les parties prenantes considèrent également qu'il est essentiel de garantir aux agriculteurs et aux producteurs l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique et de veiller à ce que les initiatives climatiques soient menées en collaboration avec ces derniers, ainsi que d'aider les petites et moyennes entreprises à élaborer des plans d'activités pour faciliter l'accès aux financements. Elles demandent constamment la prise en compte des questions de genre et l'autonomisation des femmes.

D'après l'analyse des réponses et de nouvelles consultations avec le Groupe consultatif, pour aider les pays à rendre les systèmes alimentaires durables, il faut mettre au point des mécanismes multipartites et multisectoriels. Ces mécanismes permettraient non seulement de reconnaître la nécessité d'allouer davantage de moyens, mais aussi de disposer d'un processus visant à répondre à ces besoins. Ils doivent avoir les trois principaux objectifs suivants:

1. L'amélioration de la «gouvernance de la transformation des systèmes alimentaires» à l'échelle nationale;
2. La reconnaissance de l'équité comme aspect transversal essentiel de la transformation des systèmes alimentaires;
3. La définition des liens avec d'autres programmes aux niveaux international et national.

D'après les parties prenantes, le Bilan doit permettre d'échanger des connaissances, des bonnes pratiques, des solutions généralisables et des conseils techniques dans le but ultime de faire en sorte que tout le monde ait accès à une alimentation saine et abordable. Les parties prenantes considèrent également que cela doit être l'occasion d'évaluer de manière détaillée l'état actuel des systèmes alimentaires mondiaux, en prenant en compte les perspectives, difficultés et possibilités propres aux différents acteurs des systèmes alimentaires. Les personnes interrogées ont estimé qu'il était important que le Bilan aide à trouver des moyens d'abandonner progressivement les pratiques non durables des systèmes alimentaires, d'éviter le gaspillage de nourriture et les pertes après récolte, de veiller à ce que les organisations locales soient entendues et de mettre en avant le rôle joué par toutes les parties prenantes, notamment les agricultrices, les travailleuses du secteur informel, les jeunes, les peuples autochtones, les agriculteurs et producteurs, le secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, les ONG et les milieux scientifiques et techniques, pour rendre les systèmes alimentaires durables.

Les parties prenantes espèrent également que le Bilan permettra de mobiliser des ressources pour la réalisation des ODD, dans la mesure où ceux-ci sont liés à la transformation des systèmes alimentaires, et de formuler des recommandations réalisables qui faciliteront la mise en œuvre de politiques porteuses et contribueront ainsi à la mise au point de plans de travail concrets en vue de la transformation des systèmes alimentaires aux niveaux international, régional, local et communautaire.



© Benedicte Kurzen/NOOR for FAO

CHAPITRE 1

INTRODUCTION ET CONTEXTE

La nourriture n'est pas uniquement une question de subsistance; elle est aussi une expression culturelle essentielle à la survie de milliards de personnes dans le monde. Tous les jours, avant de la consommer, nous participons aux activités vitales que sont sa production, sa récolte, sa transformation et son transport jusqu'à nos marchés et nos maisons. Nous choisissons les aliments que nous mangeons en fonction de leur disponibilité et de leur accessibilité. Notre vie, notre culture, notre économie et notre lien avec la nature reposent sur ces activités quotidiennes. De manière tout aussi importante, la nourriture est source d'espoir, et les femmes et les jeunes jouent un rôle central dans la promotion de systèmes alimentaires qui rassemblent des familles, des communautés et des pays en harmonie avec la nature.

Alors que la troisième année de la Décennie d'action pour la réalisation des ODD d'ici à 2030 est entamée, il est évident qu'une grande partie des systèmes alimentaires du monde sont d'une fragilité alarmante et ne sont pas en mesure de permettre à chacun d'accéder à une alimentation adéquate. Le nombre de personnes souffrant de la faim repart à la hausse: celles-ci sont aujourd'hui près de trois milliards, soit presque la moitié de la population mondiale. Ces personnes n'ont pas les moyens d'accéder à des régimes sains et équilibrés. Par ailleurs, la malnutrition sous toutes ses formes, notamment l'obésité, constitue actuellement un problème important et lourd de conséquences pour la santé, l'éducation, l'égalité des genres et l'économie. La pauvreté et les fortes inégalités ne font qu'aggraver les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, auxquels viennent s'ajouter d'autres éléments tels que les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et la volatilité économique.

Notre système alimentaire actuel est vulnérable. Le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité ont de plus en plus d'effets négatifs sur la production alimentaire et les producteurs locaux. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) signale que, à moins de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre dans les 10 prochaines années, les températures excéderont les niveaux préindustriels de 1,5 à 2 °C au cours du XXI^e siècle, aggravant les difficultés rencontrées par les systèmes alimentaires¹.

1 Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, Sixième Rapport d'évaluation: changement climatique 2023; <https://www.ipcc.ch/ar6-syr/>.

D'après des découvertes récentes, les systèmes alimentaires représenteraient plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et seraient le principal responsable de l'appauvrissement de la biodiversité². À l'échelle de la planète, l'agriculture consomme plus de 70 pour cent de l'eau douce utilisée³. Il est cependant essentiel de reconnaître que les systèmes de production de nourriture durables font partie intégrante de la solution à ces problèmes urgents. Nous sommes en mesure de nourrir la population mondiale qui ne cesse d'augmenter tout en protégeant la planète. Si l'on fournit les moyens nécessaires, les systèmes agroalimentaires peuvent permettre de réaliser 20 pour cent des réductions d'émissions nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2050 et de créer chaque année de nouveaux débouchés commerciaux d'une valeur de 4 500 milliards d'USD.

Face à ces immenses défis, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a convoqué en 2021 un grand nombre de parties prenantes, mobilisant des dizaines de milliers de personnes aux niveaux local et international dans le cadre de l'initiative de transformation qu'a été le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Ce «sommet des solutions» a été l'occasion de mettre en avant des propositions de mesures porteuses de changement en vue de la réalisation des ODD d'ici à 2030.

Dans le prolongement du Sommet, le Secrétaire général de l'ONU s'est engagé dans sa Déclaration d'action et son Résumé de la présidence sur le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires à organiser «une réunion mondiale de bilan tous les deux ans pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats de ce processus et ses contributions à la réalisation du Programme 2030». Le premier Bilan après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires aura lieu du 24 au 26 juillet 2023 et sera accueilli par l'Italie, en collaboration avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], le Fonds international de développement agricole [FIDA] et Programme alimentaire mondial [PAM]), le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le système des Nations Unies dans son ensemble. Il a pour objectif d'offrir aux pays l'occasion de rendre compte des progrès accomplis au niveau national depuis le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et de présenter leurs contributions à la réalisation du Programme 2030, bien que la situation ait considérablement changé depuis 2021.

-
- 2 Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D., et al. «Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions», *Nat Food* 2, pp. 198-209. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9> et <https://www.fao.org/news/story/fr/item/1379496/icode/>; Benton, T., Bieg, C., Harwatt, H., et al. Food systems impacts on biodiversity loss. Three levers for food system transformation in support of nature. Document de recherche. Chatham House. Février 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante: https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2021-02/2021-02-03-food-system-biodiversity-loss-benton-et-al_0.pdf.
 - 3 FAO. Water for Sustainable Food and Agriculture. A report produced for the G20 Presidency of Germany. Rome, 2017. <https://www.fao.org/3/i7959e/i7959e.pdf>.



© FAO/Pedro Costa Gomes

Les participants au Bilan sont attachés à la participation des différentes parties prenantes et au dialogue avec toutes les communautés et tous les acteurs. Le Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires travaille étroitement avec les parties prenantes des systèmes alimentaires pour donner une suite efficace au Sommet sur les systèmes alimentaires et contribuer ainsi au succès du Programme 2030 en transformant les systèmes alimentaires. Il a créé le Groupe consultatif de mobilisation et de mise en réseau des parties prenantes, qui est chargé de collaborer avec le Pôle et de le conseiller dans la durée, et qui s'appuiera sur les points focaux autodésignés des groupes (parties prenantes) prioritaires, tels que définis dans la Déclaration d'action du Secrétaire général de l'ONU, en particulier les jeunes, les peuples autochtones, les agriculteurs et producteurs, les femmes et le secteur privé.

En prévision du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Pôle a invité les parties prenantes à répondre à une enquête⁴ visant à recueillir des données sur leur parcours en amont du Bilan et les mesures qu'elles ont prises en faveur de la transformation des systèmes alimentaires.

4 Pour connaître les questions de l'enquête, voir l'annexe 1.



Cette enquête visait en particulier à:

- mettre en avant les mesures prises par les organisations et les groupes de parties prenantes en faveur de la mise en œuvre des feuilles de route nationales et d'autres mesures relatives à la transformation des systèmes alimentaires dans le prolongement du Sommet sur les systèmes alimentaires;
- recenser les avis sur les mesures prises pour donner suite au Sommet, notamment les mesures positives, les défis persistants et les associations avec d'autres initiatives mondiales;
- recueillir les attentes des parties prenantes à l'égard du Bilan et leurs recommandations sur la voie à suivre, notamment leurs propres mesures prioritaires.

Un auteur indépendant a analysé les résultats de cette enquête et établi un projet de rapport, qui a été examiné par le Groupe consultatif de mobilisation et de mise en réseau des parties prenantes lors d'une série de réunions. Le Groupe consultatif a apporté des modifications au rapport et a arrêté sa version définitive.

Ce rapport est présenté aux participants au Bilan sous les intitulés «Document relatif aux contributions des parties prenantes» et «Rapport parallèle présenté à l'occasion du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires».

STRUCTURE DU RAPPORT

Le présent rapport s'articule en cinq grandes parties.

- La partie «Introduction et contexte» présente les problèmes et les solutions envisageables dans le domaine des systèmes alimentaires et des ODD et décrit brièvement le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
- La deuxième partie met en avant les activités menées par les organisations et les groupes de parties prenantes en faveur de la mise en œuvre des feuilles de route nationales et d'autres mesures relatives à la transformation des systèmes alimentaires dans le prolongement du Sommet sur les systèmes alimentaires, notamment les bonnes pratiques.
- La troisième partie comprend les avis des parties prenantes sur les mesures positives prises par les pays, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui en vue de faire participer véritablement les parties prenantes aux activités menées pour donner suite au Sommet sur les systèmes alimentaires. Elle porte également sur leurs points de vue au sujet des problèmes persistants qu'elles ont rencontrés et des domaines à améliorer pour les faire participer véritablement aux activités menées par les pays, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui pour donner suite au Sommet.
- La quatrième partie présente les avis des parties prenantes sur la manière de faire le lien entre le Bilan et d'autres initiatives mondiales, telles que le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, le Sommet de l'avenir de 2024, les travaux de la Conférence des Parties et d'autres processus mondiaux.
- La cinquième partie porte sur les mesures que les organisations et les groupes de parties prenantes prévoient de prendre en priorité au cours des deux prochaines années pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans leurs pays respectifs. On y trouve également les propositions et recommandations des parties prenantes au sujet des mesures qui devraient être prises après le Bilan pour faire en sorte que les différents groupes de parties prenantes participent et contribuent véritablement aux activités menées pour donner suite au Sommet, à l'appui de la transformation des systèmes alimentaires des pays et des initiatives mondiales et régionales portant sur le même sujet, et en accord avec ces actions.

CHAPITRE 2

CONTRIBUTIONS DES PARTIES PRENANTES AUX MESURES PRISES POUR DONNER SUITE AU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Cette partie fait état des mesures prises par les organisations et les groupes de parties prenantes en faveur de la mise en œuvre des feuilles de route nationales et d'autres mesures relatives à la transformation des systèmes alimentaires dans le prolongement du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Toutes les parties prenantes contribuent considérablement à la transformation des systèmes alimentaires. De plus, chaque pas en avant représente différentes priorités, compétences et ambitions et les actions d'une partie prenante ont souvent des conséquences positives pour les autres.

Les parties prenantes ont joué un rôle remarquable dans plusieurs domaines. Elles ont notamment organisé beaucoup d'échanges de renseignements, d'activités de renforcement des capacités et de programmes d'information. Ces activités ont parfois été menées aux niveaux local et régional et, dans d'autres cas, ce sont les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations d'intégration régionale qui les ont mises en œuvre.

Les organisations de femmes, de peuples autochtones, de jeunes, et d'agriculteurs et de producteurs ont contribué activement à la sensibilisation et au renforcement des capacités de leurs collectivités pour les aider à améliorer leurs moyens d'existence grâce à la production d'aliments sains, à la transformation des produits agricoles, notamment la production animale, à la réduction et à la gestion des déchets alimentaires, au recours à des pratiques agricoles durables et à la production d'aliments biologiques, à la certification des aliments et à la promotion de bonnes pratiques de nutrition, sous la forme de clubs de nutrition, par exemple. Ces groupes jouent un rôle majeur dans la mobilisation et l'organisation de leurs membres et de leurs communautés, en renforçant leurs capacités pour les rendre plus à même de faire valoir leurs besoins. Certaines de ces parties prenantes ont beaucoup aidé à organiser les consultations du Sommet sur les systèmes alimentaires et y ont largement contribué à différents niveaux, et ont également participé et contribué aux travaux des coalitions du Sommet. Les initiatives et les partenariats dirigés par des jeunes ont permis d'améliorer l'accès à la nourriture, de promouvoir des pratiques agricoles régénératrices et de favoriser la justice sociale au sein des systèmes alimentaires. Dans l'ensemble, le rôle d'agents du changement des organisations de jeunes cherchant à façonner des systèmes alimentaires inclusifs et résilients a été déterminant.



Le secteur commercial a pris des mesures pour mettre en œuvre la Déclaration des entreprises⁵ signée par 220 cadres dirigeants au titre du Sommet sur les systèmes alimentaires, avec l'appui d'organisations commerciales. Des parties prenantes du secteur commercial et industriel ont fait état de l'adoption de pratiques faisant appel à des techniques non polluantes, de la fourniture d'une assistance à des ONG et à d'autres organisations de services aux entreprises dans le domaine de la mise au point et du transfert de technologies, de réductions des émissions de gaz à effet de serre, de pratiques de traitement après récolte des produits agricoles, de la mise en place de la gestion des ressources naturelles, d'une augmentation des rendements et de l'efficacité des engrais et, de manière générale, d'une amélioration des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Ce groupe de parties prenantes a également pris des mesures positives, telles que la collaboration avec les réseaux d'agriculteurs, l'organisation de tables rondes avec ces réseaux pour mieux comprendre les défis qu'ils rencontrent et renforcer leurs relations avec les secteurs commercial et industriel et la promotion de solutions écosystémiques favorisant les petits exploitants (comme le passage à l'agroforesterie) grâce à des crédits carbone. Comme les groupes de jeunes, de peuples autochtones et de femmes, plusieurs acteurs du commerce et de l'industrie font eux aussi partie de certaines des coalitions lancées par le Sommet sur les systèmes alimentaires.

5 La Déclaration des entreprises prévoit les six mesures suivantes:

- **Transposer à grande échelle des solutions scientifiques** axées sur la transition vers des modèles agroalimentaires durables permettant à des millions d'agriculteurs d'adopter des pratiques agricoles régénératrices et intelligentes face au climat pour parvenir à réduire à zéro les émissions et à mettre en place des systèmes alimentaires respectueux de la nature.
- **Investir dans la recherche et l'innovation** en vue de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires tout au long de la chaîne de valeur, qu'il s'agisse des semences, des engrais, de la culture, de la transformation, du commerce, de la vente, du transport ou encore de la consommation de nourriture, en garantissant à tous les agriculteurs l'accès aux technologies et innovations numériques.
- **Contribuer à l'amélioration des moyens d'existence et du bien-être** dans l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires en donnant accès à davantage de possibilités d'emploi et de revenus décents conformément aux ODD, et en favorisant l'instauration de revenus et salaires décents pour les agriculteurs et les travailleurs partout dans le monde.
- **Encourager les consommateurs à devenir des agents du changement** en créant une demande de protéines animales, de protéines végétales et de protéines de substitution de grande qualité et produites de manière durable dans le cadre de régimes alimentaires sains et nutritifs qui soient accessibles et abordables pour tous.
- **Faire preuve de transparence** en intégrant les risques et les effets sociaux et environnementaux dans la gouvernance, en prenant en compte les principes de la valeur réelle des aliments ou d'autres indicateurs de durabilité pertinents et en présentant des rapports conformément aux nouvelles normes environnementales, sociales et de bonne gouvernance pour apporter davantage de clarté aux marchés financiers.
- **Garantir une transformation équitable** pour les populations du monde entier, en leur donnant accès à des perspectives de formation et d'emploi face à l'évolution des pratiques et de la demande.

Les milieux scientifiques et techniques ont donné des exemples de mesures d'appui aux systèmes alimentaires nationaux pour permettre aux gouvernements de donner suite au Sommet sur les systèmes alimentaires. Il s'agissait notamment de mettre au point des directives scientifiques systémiques pour aider à mettre en œuvre les mesures de transformation des systèmes alimentaires et de contribuer à la création de conseils nationaux chargés des politiques alimentaires et de la transformation des systèmes alimentaires. La communauté scientifique et technique a également beaucoup contribué à promouvoir des pratiques agricoles durables, la gestion durable des ressources en eau, l'analyse des risques climatiques, la résilience et l'adaptation, le recours aux énergies renouvelables et la gestion de l'eau à usage agricole, en menant des activités de formation et de recherche.

Les activités des ONG sont très diverses et comprennent aussi bien la distribution aux collectivités locales de nourriture de supermarché dont la date limite de consommation est dépassée que l'agriculture urbaine ou encore la coordination des petits agriculteurs et la fourniture à ces derniers d'une assistance dans le domaine de la sécurité alimentaire au moyen de formations aux techniques d'agriculture intelligente et aux pratiques de résilience face au changement climatique, entre autres choses. Plusieurs ONG œuvrent à l'éradication de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire et à l'autonomisation des femmes et des jeunes, tandis que d'autres ont donné des exemples des activités qu'elles mènent pour encourager une alimentation à base de végétaux, promouvoir des régimes alimentaires sains chez les enfants scolarisés, en collaboration avec les cantines scolaires, et aider à établir les rapports volontaires sur les progrès accomplis en matière d'ODD ou encore constituer une base d'éléments factuels sur les systèmes alimentaires grâce à des travaux de recherche scientifique. Dans bien des cas, les parties prenantes apportaient une assistance supplémentaire à d'autres groupes de parties prenantes.

Le graphique 1 présente brièvement les principales mesures prises par les parties prenantes pour donner suite au Sommet sur les systèmes alimentaires, d'après les réponses à l'enquête.

Graphique 1: Mesures prises par les parties prenantes qui contribuent à la transformation des systèmes alimentaires

24%

Formation



16%

Campagnes de sensibilisation



12%

Partenariats



12%

Initiatives de lutte contre la faim et la pauvreté



10%

R&D et technologie



9%

Pratiques agricoles



9%

Autres



6%

Coalitions



2%

Projets de financement



CHAPITRE 3

AVIS DES PARTIES PRENANTES SUR LES MESURES PRISES POUR DONNER SUITE AU SOMMET SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans le cadre de l'enquête, les parties prenantes ont été invitées à donner leur avis sur les mesures positives prises par les pays, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui en vue de faire participer véritablement les parties prenantes aux activités menées pour donner suite au Sommet. Elles ont également été interrogées au sujet des problèmes persistants qu'elles ont rencontrés et des domaines à améliorer dans la suite donnée au Sommet par les pays, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui.

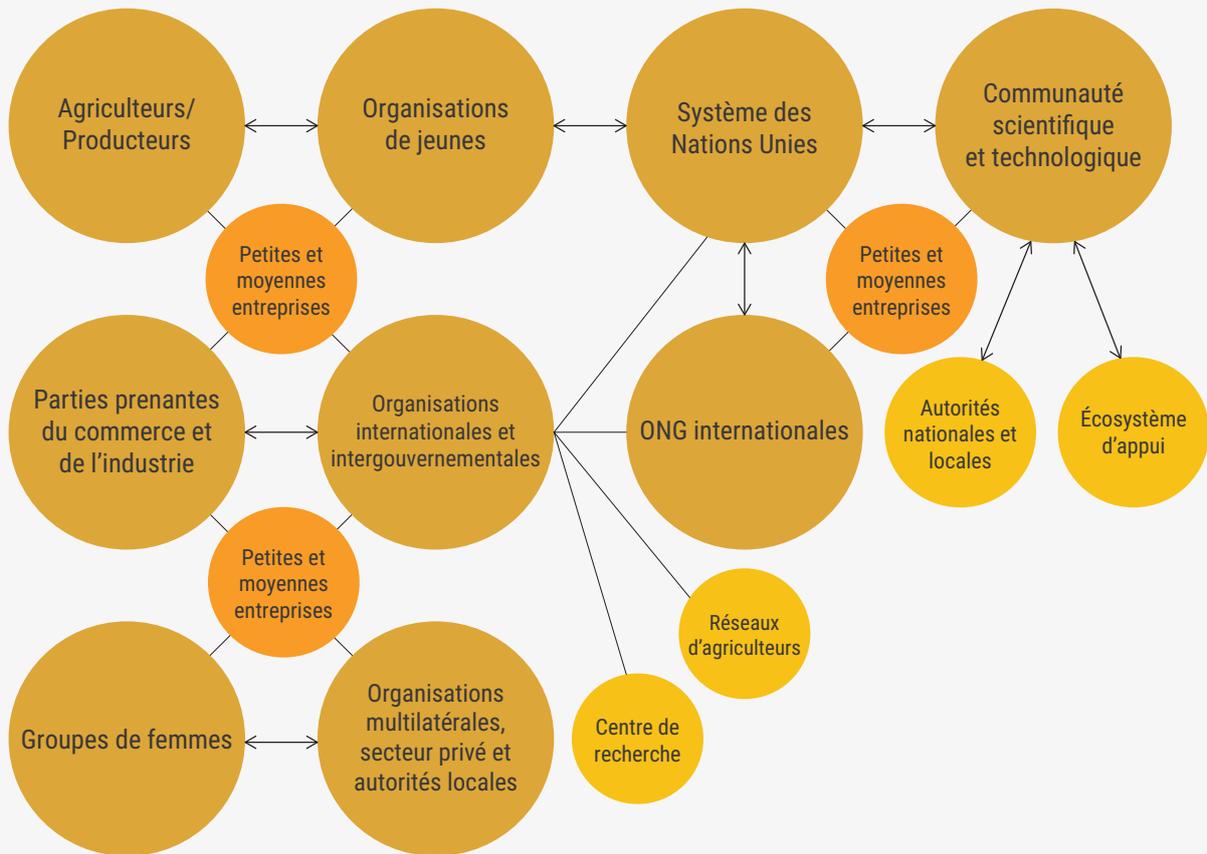
MESURES POSITIVES

Dans certains cas, les différents groupes de parties prenantes ont collaboré étroitement. Les agriculteurs et producteurs, par exemple, font état de bonnes relations de collaboration avec les organisations de jeunes pour ce qui est de l'augmentation de la participation des jeunes à l'agriculture, du développement du secteur agroalimentaire et de l'adoption de pratiques agroécologiques et d'autres nouvelles pratiques agricoles durables, et indiquent travailler avec les milieux universitaires et le système des Nations Unies. Les parties prenantes du secteur commercial et industriel ont donné quelques exemples de collaboration efficace avec des organisations internationales et intergouvernementales, notamment des organismes du système des Nations Unies, des ONG mondiales et des réseaux d'agriculteurs ainsi que des centres de recherche en vue de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques agricoles, de mettre au point des cultures résistantes aux aléas climatiques et d'améliorer la nutrition des élèves. Les groupes de femmes ont présenté des exemples de collaboration avec des organisations multilatérales, le secteur privé et

les autorités locales dans les domaines de la formation des agricultrices, notamment, à l'agriculture intelligente face au climat et aux pratiques agroalimentaires et de la sensibilisation. Des groupes de jeunes ont travaillé avec le système des Nations Unies en vue de sensibiliser à la transformation des systèmes alimentaires et de renforcer les capacités dans ce domaine. Des ONG ont également indiqué avoir collaboré étroitement avec le système des Nations Unies, par exemple dans le cadre de l'élaboration du Livre blanc de la FAO sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones ou de leurs contributions à plusieurs réunions, comme la Conférence des Nations Unies sur l'eau. D'après leurs réponses à l'enquête, les milieux scientifiques et techniques semblent avoir beaucoup collaboré avec différents acteurs, notamment les autorités nationales et locales, le système des Nations Unies et l'écosystème d'appui, et bénéficié d'un large soutien de leur part. À titre d'exemple, ils ont cité des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, le rôle clé qu'ils ont joué dans l'élaboration de directives pour la mise en œuvre des feuilles de route nationales pour les systèmes alimentaires et la création de structures de consultation multipartites visant à aider les citoyens, la société civile, le secteur commercial et les instituts de recherche à exprimer leurs points de vue au sujet de la transformation des systèmes alimentaires et à manifester leur intérêt pour cette question. Les parties prenantes ont fait état de bonnes relations de collaboration avec les petites et moyennes entreprises.



Graphique 2: Mesures positives prises: collaboration entre les différents groupes de parties prenantes



Encadré 1: Exemples de mesures positives prises par les parties prenantes pour collaborer avec d'autres groupes de parties prenantes

Le Nisshin Seifun Group, un acteur du secteur privé installé au Japon, a indiqué collaborer étroitement avec les instituts de recherche en vue de mettre au point des cultures de blé adaptables et résistantes aux aléas climatiques. Tetra Pak, fournisseur mondial de systèmes de transformation, de conditionnement et de distribution de nourriture, a travaillé avec le Conseil kenyan d'éducation des enfants nomades, un organisme relevant du Ministère de l'éducation, en vue de fournir une «super bouillie» nutritive à 5 000 enfants scolarisés dans des régions du Kenya où les taux de malnutrition sont élevés. Le MENA Youth Network s'est associé au Forum mondial de l'alimentation pour organiser des séances de renforcement des capacités et des consultations au sujet de la transformation des systèmes agroalimentaires. Le groupe a rédigé des documents d'orientation présentant les mesures prioritaires de la région d'après les jeunes et les spécialistes qui y vivent. De son côté, la Green Agriculture Youth Organisation, en Zambie, collabore avec le Ministère du développement communautaire et du bien-être social pour lutter contre la faim en zone rurale en fournissant des semis. Au Nigéria, l'ONG Women Environmental Programme s'est associée à la Commission de l'aménagement agricole de l'État de Benue pour dispenser aux agriculteurs des formations à l'agriculture intelligente face au climat. L'Organisation mondiale des agriculteurs collabore avec la FAO dans le cadre des mécanismes de suivi du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Dans plusieurs cas, ces travaux conjoints ne se limitaient pas à une coopération bilatérale, mais faisaient intervenir plusieurs parties prenantes:

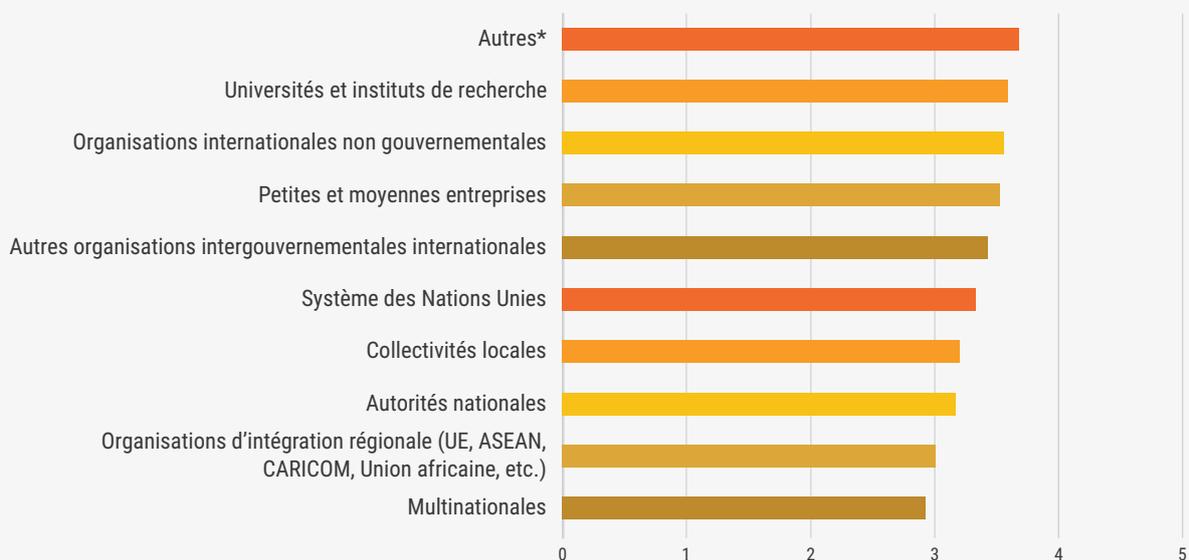
- Le syndicat national Self Employed Women's Association (SEWA), qui compte plus de 2,5 millions de travailleuses indépendantes pauvres du secteur informel indien, s'est associé à des organisations des secteurs privé et public, au milieu universitaire et à des organisations multilatérales pour renforcer les capacités techniques et technologiques de plus de 200 000 travailleuses agricoles, dont des petites agricultrices marginales, des métayères, des agricultrices louant des terres et des travailleuses sans terre, et améliorer leur accès à des intrants agricoles de qualité abordables, au financement numérique et aux marchés. Le SEWA aide les travailleuses du secteur informel à organiser leurs entreprises agroalimentaires appelées «RUDI», entièrement possédées et gérées par plus de 250 000 petites agricultrices marginales, et à participer à une initiative de traitement des produits alimentaires intitulée «Kamala», ce qui permet de donner accès à des moyens d'existence décents et dignes aux femmes employées dans les systèmes alimentaires, ainsi que de les faire participer à toutes les étapes des systèmes alimentaires et de leur donner une voix et de la visibilité tout en valorisant leur travail.

- Dans le cadre de la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, FoodFIRST a réuni des parties prenantes du Dutch Diamond (administration, entreprises, instituts de recherche et organisations de la société civile) pour qu'elles fassent part de leurs points de vue sur la manière dont les instituts de recherche, les banques, la société civile, les autorités et les acteurs du secteur privé internationaux et néerlandais peuvent contribuer efficacement à la transformation des systèmes alimentaires.
- Par exemple, le Narasingh Choudhury Autonomous College situé à Jajpur, en Inde, a indiqué avoir reçu un appui de plusieurs ONG internationales et bénéficié de l'accréditation de l'ONU grâce à ses compétences techniques.
- L'Organisation panafricaine des producteurs agricoles a fait état de bonnes relations de collaboration dans le cadre de la mise en œuvre du programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP) financé par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le FIDA pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des organisations d'agriculteurs dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
- L'organisation commerciale à but précis IntelliDigest organise, avec la FAO, le PAM, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le FIDA et le CGIAR, des webinaires trimestriels visant à sensibiliser les parties prenantes de l'ensemble des systèmes alimentaires à la durabilité de ces derniers. Elle collabore également avec la banque nationale pour dispenser des formations aux jeunes.
- L'organisation Union of Hungarian Women Association (UHW) a donné des exemples de collaboration réussie avec plusieurs autres acteurs à différents niveaux, notamment les autorités de leur pays, le système des Nations Unies et des entreprises privées. Elle est membre de plusieurs comités publics chargés des questions relatives aux familles, aux personnes âgées et aux personnes défavorisées. Elle collabore aussi étroitement avec le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, par exemple dans le cadre des célébrations annuelles de la Journée mondiale de l'alimentation. L'UHW travaille également avec Corteva Agrisciences dans le cadre d'un programme de formation destiné aux femmes entrepreneuses dans les zones rurales.
- Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable collabore avec un certain nombre de partenaires (FAO, PNUE, Agence allemande de coopération internationale, Institut international de recherches sur le riz et Sustainable Rice Platform) dans le cadre de l'Initiative sur les paysages rizicoles durables, une coalition multipartite novatrice visant à accélérer la transition vers la production de riz durable.

DÉFIS À RELEVER

Le graphique ci-après présente les niveaux de satisfaction des groupes de parties prenantes répondant à l'enquête lorsqu'on leur demande si leurs avis ont été pris en compte par les autres acteurs depuis le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021. Dans l'ensemble, les parties prenantes ont indiqué un niveau de satisfaction moyen allant de 3 à 3,5 sur 5 concernant leurs interactions avec les différents acteurs. Bien que ces résultats puissent témoigner de bonnes relations de collaboration entre les parties prenantes, il faudrait en faire davantage. Indépendamment du niveau de satisfaction général moyen, les parties prenantes semblent davantage satisfaites de leurs interactions avec les organisations de producteurs et les coopératives, les groupes de peuples autochtones, les groupes communautaires, les ONG locales, nationales et internationales et les fondations philanthropiques, ainsi que les établissements universitaires et les instituts de recherche, et moins satisfaites de leurs échanges avec les multinationales et les organisations d'intégration régionale.

Graphique 3: Satisfaction des parties prenantes, sur une échelle de 1 à 5 (5 correspondant au plus haut niveau de satisfaction), quant à la mesure dans laquelle chacun des acteurs figurant sur la liste prend en compte les perspectives et les points de vue des organisations de parties prenantes ayant répondu à l'enquête et les fait participer à ses activités de transformation des systèmes alimentaires



*Autres groupes identifiés, comme les organisations de producteurs et les coopératives, les groupes autochtones, les groupes communautaires, les ONG locales et nationales et les fondations philanthropiques.

Dans l'ensemble, la gestion et l'affectation des ressources et la coordination à l'échelle nationale et locale ainsi qu'avec le système des Nations Unies sont des problèmes persistants. Les réponses des parties prenantes indiquent un manque de coordination et de direction de la part des autorités nationales. Certaines d'entre elles ont signalé qu'il restait difficile de trouver des interlocuteurs gouvernementaux dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires. Des groupes de femmes ont fait ressortir qu'on accordait moins d'attention aux agricultrices qu'à leurs homologues masculins non seulement dans le domaine des politiques et des actes, mais aussi au regard de l'accès aux marchés commerciaux. D'autres personnes interrogées ont souligné qu'il fallait travailler davantage avec le système des Nations Unies pour répondre aux besoins d'orientations générales, de travaux de recherche et d'assistance technique. Les problèmes d'infrastructure freinent également les progrès. Le manque d'infrastructures de la chaîne de valeur alimentaire dans les zones rurales est un obstacle qui empêche les agriculteurs, et surtout les petits exploitants, de contribuer à des systèmes alimentaires durables.

Bien qu'il y ait des exemples de collaboration réussie entre les autorités nationales et différentes parties prenantes, il s'agit souvent de cas isolés et les parties prenantes estiment que la collaboration avec les acteurs nationaux est limitée et que la gouvernance à ce niveau est insuffisante. Parmi les problèmes recensés, les parties prenantes citent des changements de priorités de la part des pouvoirs publics et un manque de volonté politique, le manque de communication claire en vue d'associer les groupes d'agriculteurs, en particulier les agricultrices, le manque de financements et de reconnaissance des organisations locales, l'absence d'approches participatives dans l'élaboration des feuilles de route et des politiques nationales, le peu de ressources consacrées en général aux peuples autochtones en ce qui concerne les systèmes alimentaires et les difficultés à trouver des interlocuteurs gouvernementaux dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires. Elles ont également indiqué que les lourdeurs administratives entravaient la collaboration. Les parties prenantes ont aussi mentionné que les cadres réglementaires freinaient la production de nourriture et d'intrants agricoles biologiques locaux. Certaines d'entre elles ont fait remarquer que les systèmes alimentaires n'étaient pas suffisamment représentés dans les contributions déterminées au niveau national. Enfin, les personnes interrogées ont signalé que les pays et les parlements étaient très réticents à adapter les recommandations scientifiques, surtout lorsqu'il fallait «agir de toute urgence».

L'absence de bonne gouvernance locale a aussi été mentionnée, mais les parties prenantes ont indiqué que leurs liens avec les administrations locales, bien que mitigés, s'amélioreraient progressivement. Cependant, les collectivités locales ne disposent pas toujours du pouvoir de décision et des financements nécessaires pour soutenir les efforts de mise en œuvre. Les petits producteurs et leurs associations indiquent rencontrer des difficultés à obtenir un appui financier aux niveaux national et local. Ces organisations ont le sentiment qu'ils sont désavantagés en matière d'allocation de ressources en raison de la taille de leurs activités. Une des personnes interrogées l'exprime clairement: *«Ils ne nous prennent pas en considération, car nous sommes de jeunes entreprises et de petits agriculteurs.»* Dans l'ensemble, il devient nécessaire de produire des connaissances sectorielles spécialisées, de mettre au point des critères de mesure normalisés et des pratiques de communication de l'information adaptés et d'assurer la coordination entre les acteurs de l'ensemble des systèmes alimentaires pour régler le problème du manque d'investissements dans le secteur agroalimentaire.

Les femmes concernées ont formulé des critiques plus directes. Un groupe a noté que les problèmes de «machisme» qui, dans une large mesure, véhiculent les rôles de genre et limitent donc la capacité des femmes à exercer leurs droits, et notamment à accéder à l'éducation, à la formation et à l'emploi, jouaient encore beaucoup dans les décisions visant à aider les agricultrices, surtout à l'échelle locale. Le groupe a fait remarquer que, malgré les déclarations affirmant le contraire, il fallait que l'ensemble des pays reconnaissent que les femmes et les hommes étaient égaux au sein du secteur agricole et que les femmes pouvaient donc prétendre aux mêmes droits.

Certaines ONG ont fait remarquer que leur collaboration avec les instituts de recherche et les milieux universitaires était parfois limitée en raison de disparités quant aux priorités, aux ressources et aux pratiques en matière d'organisation. Il est donc plus difficile pour certaines ONG d'accéder aux connaissances et aux compétences spécialisées de certains instituts de recherche et d'utiliser les résultats des recherches dans le cadre de leurs activités.

Parmi les difficultés qu'elles disent rencontrer dans le cadre de la collaboration avec les multinationales, les ONG indiquent avoir l'impression que ces dernières ne sont pas disposées à travailler avec des entreprises locales et des organisations à but non lucratif et qu'elles ne souhaitent pas répondre aux préoccupations des peuples autochtones.



© FAO/Amine Landoulsi

Certaines parties prenantes ont signalé que les activités que mènent les organisations internationales non gouvernementales dans les pays sont généralement fondées sur des projets et soumises à un calendrier, ce qui ne correspond pas aux besoins de programmation à long terme des organisations locales.

Concernant le système des Nations Unies, plusieurs parties prenantes ont déclaré que les informations, surtout lorsqu'il s'agit de collaboration, sont difficiles à obtenir. Certaines d'entre elles constatent également avec inquiétude que les organismes des Nations Unies ne donnent pas assez d'importance aux questions autochtones⁶. Par ailleurs, les parties prenantes ont indiqué que les organismes des Nations Unies envoyaient des messages contradictoires, certains d'entre eux défendant des systèmes alimentaires durables tandis que d'autres semblaient approuver des pratiques non durables. Les parties prenantes du secteur commercial et industriel ont également fait remarquer qu'on ne comprenait pas toujours bien comment le secteur privé pouvait participer et contribuer aux suites à donner au Sommet sur les systèmes alimentaires. Dans l'ensemble, la collaboration avec le système des Nations Unies semblait présenter des difficultés pour toutes les parties prenantes.

Les lourdeurs administratives, le manque de coordination et le peu d'informations sur les éventuelles modalités de collaboration faisaient aussi partie des problèmes cités concernant les organisations d'intégration régionale.

⁶ Il importe de noter que, parmi les parties prenantes, aucun peuple autochtone de la région de l'Arctique n'a répondu à l'enquête. Cependant, les parties prenantes sont conscientes du fait que ce système alimentaire important tributaire de la chasse, de la pêche et de la cueillette mérite d'être mieux cerné et pris en compte.

Graphique 4: Problèmes persistants rencontrés par les parties prenantes dans le cadre de leurs interactions avec d'autres acteurs^{7,8}



- 7 Autorités nationales, collectivités locales, système des Nations Unies, organisations d'intégration régionale, autres organisations intergouvernementales internationales, organisations internationales non gouvernementales, multinationales, petites et moyennes entreprises, établissements universitaires et instituts de recherche.
- 8 Toutes réponses confondues. La taille correspond à l'occurrence relative du problème. Les couleurs correspondent aux acteurs spécifiques auxquels est associé le problème. L'intitulé complet de la question était le suivant:
 «D'après votre expérience, quels sont les problèmes que rencontre régulièrement votre organisation dans le cadre de ses interactions avec les acteurs suivants (autorités nationales, collectivités locales, système des Nations Unies, organisations d'intégration régionale, autres organisations intergouvernementales internationales, organisations internationales non gouvernementales, multinationales, petites et moyennes entreprises, établissements universitaires et instituts de recherche)?
 Décrivez brièvement les problèmes rencontrés pour chaque acteur avec lequel vous avez travaillé ou souhaiteriez travailler.»

CHAPITRE 4

ASSOCIER LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AUX PROGRAMMES MONDIAUX

Bien que toutes les parties prenantes estiment qu'il faudrait associer la transformation des systèmes alimentaires aux programmes mondiaux, elles ont des points de vue différents quant à l'importance que ces associations devraient prendre. Beaucoup d'entre elles ont avancé que, si les programmes étaient simplifiés, ces liens devraient se faire de manière efficace.

La majorité était d'avis que le Bilan pouvait être l'occasion d'évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation des ODD relatifs à la sécurité alimentaire, à la lutte contre le changement climatique et au développement durable et que l'association du Bilan à d'autres initiatives mondiales pouvait renforcer les synergies, amplifier les résultats et encourager l'action collective pour réaliser des objectifs communs. Le Bilan peut aider à recenser les lacunes et les difficultés en matière d'intégration de la transformation des systèmes alimentaires dans le programme général de développement durable, et les possibilités qu'elle offre. Les parties prenantes étaient d'avis qu'il existait des synergies avec le Sommet sur les objectifs de développement durable et que le Bilan pouvait servir de base et apporter une contribution utile aux débats et conclusions sur les ODD. En mettant en avant les liens entre les systèmes alimentaires et les autres objectifs de développement, tels que l'éradication de la pauvreté, l'égalité des genres et la durabilité environnementale, le Bilan peut aider à définir les stratégies et les engagements en vue de la mise en œuvre des ODD et du processus d'examen.



Les parties prenantes estimaient aussi qu'il fallait collaborer étroitement avec les participants au Sommet de l'avenir de 2024 afin de relever les défis à venir et de définir les stratégies de transformation. Le Bilan peut aider à mieux comprendre ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et ce qu'il faut faire pour parvenir au développement durable. Cela devrait faciliter les discussions sur les répercussions à long terme de la transformation des systèmes alimentaires et l'adoption de pratiques durables et inclusives dans les futures stratégies de développement.

Les parties prenantes ont aussi jugé essentiel de rattacher le Bilan aux travaux de la Conférence des Parties et à d'autres processus internationaux consacrés au climat au vu des liens étroits entre les systèmes alimentaires et le changement climatique. Le Bilan peut permettre d'évaluer les incidences de la production alimentaire, de l'utilisation des terres et des pratiques agricoles sur les émissions de gaz à effet de serre et la résilience face au changement climatique. Ses résultats peuvent éclairer les discussions, les politiques et les engagements et souligner le rôle essentiel des systèmes alimentaires dans la lutte contre le changement climatique. En mettant ainsi en avant l'importance des systèmes alimentaires pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, le Bilan peut contribuer aux discussions sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le renforcement de la résilience et la promotion des pratiques durables d'utilisation des terres.

Les parties prenantes considèrent également qu'il est utile de faire le lien avec d'autres programmes mondiaux. En s'alignant sur d'autres processus mondiaux, comme ceux qui concernent le commerce et le développement, la nutrition, les conventions relatives à la biodiversité, les sommets régionaux et les instances régionales des systèmes alimentaires, les dispositifs de protection des droits humains et les initiatives de consolidation de la paix, le Bilan peut encourager la collaboration, l'échange de renseignements et les initiatives internationales visant à mettre en place des systèmes alimentaires durables.

D'autres parties prenantes estiment qu'il faut établir des liens efficaces avec les programmes mondiaux de différentes manières. Elles ont fait remarquer que la transformation des systèmes alimentaires contribuait aussi aux ODD et était profondément liée au changement climatique et à la biodiversité. *«C'est pourquoi nous vous invitons à faire des systèmes alimentaires un élément à part entière de ces conférences et à prendre en compte les principaux résultats du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires dans les activités menées pour y donner suite.»* Les débats et les résultats doivent également être utilisables dans le cadre des autres débats des Nations Unies. Les parties prenantes ont insisté sur le fait que les débats mondiaux devaient se compléter et qu'il fallait adopter une approche systémique pour trouver des solutions.

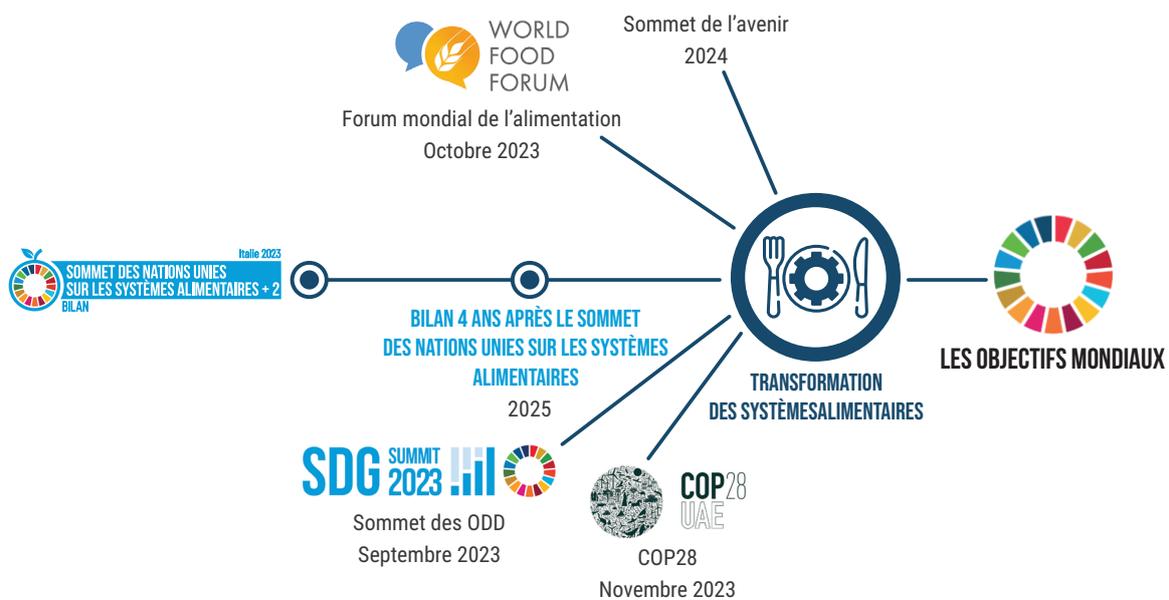
Par ailleurs, certaines parties prenantes estiment qu'il y a «trop» de sommets. Les parties prenantes ont souligné qu'il fallait adopter une «approche plus globale» du Programme 2030 et de la réalisation des ODD. Elles ont critiqué les priorités internationales actuelles car selon elles, bien que l'intégration et la coordination soient largement mises en avant, il fallait redoubler d'efforts pour suivre les progrès des gouvernements et des autres parties prenantes en faveur du renforcement des systèmes alimentaires et de la réalisation des ODD et pour faire rapport à ce sujet.

Elles ont également recommandé de créer une Conférence des Parties sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones pour lutter contre le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, les migrations forcées et d'autres problèmes urgents.

D'autres parties prenantes estimaient que l'écosystème des programmes mondiaux devait englober également les activités des autres organismes internationaux, en particulier l'Organisation mondiale du commerce.

La plupart des personnes interrogées n'ont pas clairement défini la manière dont les programmes mondiaux devaient être associés au programme de transformation des systèmes alimentaires à l'échelle nationale.

Graphique 5: Lier la transformation des systèmes alimentaires aux programmes mondiaux



CHAPITRE 5

RECOMMANDATIONS ET VOIE À SUIVRE

Les personnes interrogées ont été invitées à indiquer les mesures qu'elles comptaient prendre en priorité pendant les deux prochaines années pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans leur pays. Elles ont également été invitées à formuler des recommandations sur les mesures qui devraient être prises après le Bilan pour faire en sorte que les parties prenantes participent et contribuent aux activités menées pour donner suite au Sommet, à l'appui de la transformation des systèmes alimentaires des pays et des initiatives mondiales et régionales portant sur le même sujet, et en accord avec ces actions.

MESURES PRIORITAIRES PRÉVUES PAR LES PARTIES PRENANTES

Les parties prenantes ont fait part d'un grand nombre d'activités qu'elles prévoient de mener en priorité pendant les deux prochaines années pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans leurs pays respectifs.

Les peuples autochtones, les femmes et les jeunes ont fait part de leur intention de promouvoir la production agricole durable, la préservation de la biodiversité, la production alimentaire locale et l'agriculture circulaire. Ils veulent également organiser leurs membres en coopératives pour faciliter l'accès aux programmes publics, aux terres domaniales et aux ressources hydriques. Ils s'emploient également à renforcer l'organisation des personnes employées dans les secteurs structuré et informel des systèmes alimentaires, surtout les femmes, à encourager la consommation d'aliments oubliés et à aider les acteurs des systèmes alimentaires à lutter contre le changement climatique et à devenir plus résilients. Ces parties prenantes sont convaincues qu'elles peuvent agir pour collaborer de manière plus efficace avec les autres acteurs et ont présenté des propositions percutantes pour y parvenir. Elles estimaient qu'il fallait instaurer un climat de confiance pour qu'elles puissent prouver qu'elles étaient capables de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires. «Nous leur prouverons que nous sommes capables d'agir et que nous en avons les moyens, et qu'ils pourront eux aussi en bénéficier», écrit une des personnes interrogées. Les groupes de femmes sont déterminés à s'employer à intégrer les travailleuses à toutes les étapes des systèmes alimentaires.



Pour les jeunes, les activités de sensibilisation et le renforcement des capacités sont des priorités absolues. Ceux-ci prônent la mise au point de programmes pédagogiques nationaux, comme des initiatives agroécologiques. Les jeunes considèrent également qu'il est important de faire part des difficultés et des obstacles qu'ils rencontrent tout en proposant des solutions concrètes à ces problèmes, et de nommer davantage d'ambassadeurs de la jeunesse dans le monde, qui s'emploieront à faire connaître les défis des systèmes alimentaires et les solutions possibles.

Les agriculteurs et les producteurs prévoient avant tout de renforcer les partenariats avec les autres acteurs, de mettre en œuvre des programmes de sensibilisation des responsables politiques aux difficultés rencontrées par les agriculteurs familiaux, de soutenir les initiatives locales et de promouvoir l'agriculture régénératrice. Certains groupes de producteurs ont l'intention de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur pour accueillir des étudiants en stage dans leurs exploitations et d'autres exploitations locales.

Les acteurs du commerce et de l'industrie ont fait part de leur volonté d'encourager l'innovation, de renforcer l'adoption de technologies en vue de réduire les répercussions écologiques de la production de nourriture, d'améliorer la participation des jeunes et l'inclusion des femmes, de renforcer les capacités et d'aider les populations marginalisées en leur octroyant des subventions. Certaines organisations prévoient de rejoindre des initiatives internationales et régionales encourageant l'adoption de pratiques de gestion durable des sols et de solutions circulaires et bioéconomiques. Elles ont également l'intention d'étudier l'impact environnemental de leurs activités et de mettre au point des normes éthiques et des manuels de conformité dans le domaine de la production alimentaire durable, en veillant au respect du principe de responsabilité tout au long de la chaîne de valeur. Des réseaux d'organisations du secteur privé ont également proposé de faire le lien entre le secteur privé et les autres acteurs, en particulier les coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires et les coordonnateurs nationaux.

Les milieux scientifiques et techniques ont pour objectif, notamment, de travailler avec les autres parties prenantes pour chercher des solutions communes et insister pour que des négociations aient lieu entre les parties prenantes. Elles souhaitent mettre l'accent sur les innovations dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires nouveaux et résilients, le rôle des petits agriculteurs et la formation des jeunes et offrir un espace permettant de faire le lien entre les responsables politiques et les acteurs du développement et d'organiser des sessions de dialogue et de collaboration.

Toutes les parties prenantes ont indiqué qu'elles considéraient que la participation aux instances internationales, régionales et nationales, la communication, notamment l'échange de données sur les expériences professionnelles, les exemples de réussites et les initiatives locales, étaient des mesures importantes. Les personnes interrogées estiment que le renforcement de l'organisation et la mobilisation des communautés locales ainsi que la mise en œuvre de plans d'action concrets pour la transformation des systèmes alimentaires sont essentiels. Toutes les parties prenantes étaient désireuses de participer à des activités de formation et à des collaborations dans le domaine de la recherche.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES AUTRES ACTEURS ET PARTIES PRENANTES

Le système des Nations Unies et les organisations d'intégration régionale sont encouragés à établir des moyens de communication directs et à financer la mise en œuvre des politiques et les projets, notamment dans le domaine du renforcement des capacités, en particulier les projets et les politiques des organisations de femmes. Les parties prenantes pensent que le système des Nations Unies doit également donner davantage de visibilité aux travailleuses du secteur informel et prendre en compte les travailleuses du secteur informel employées dans les systèmes alimentaires dans les débats relatifs au Bilan.

Il est essentiel d'encourager les recherches scientifiques et de veiller à ce qu'elles donnent lieu à des solutions concrètes, ainsi que de prendre en compte les questions autochtones et le point de vue des agriculteurs dans les activités de recherche. Les parties prenantes cherchent également à améliorer la collaboration entre les entreprises et le milieu universitaire dans le cadre de la formation du personnel. Il faudrait privilégier l'augmentation des investissements dans l'innovation et la redéfinition du financement de la lutte contre le changement climatique en faveur des systèmes agroalimentaires, afin d'obtenir des résultats positifs et des rendements financiers.

Les parties prenantes recommandent vivement aux gouvernements de créer des mécanismes permettant de collaborer davantage avec les ONG, en particulier les associations autochtones, et de soutenir les programmes d'études supérieures portant sur les systèmes alimentaires. Elles leur recommandent également de définir des plans d'action faisant participer toutes les parties prenantes. Elles leur suggèrent en outre de consacrer une part du budget national au développement agricole et de soutenir la production alimentaire locale et le recours aux intrants agricoles biologiques et produits localement. Les ministres de l'agriculture doivent faire participer les organisations d'agriculteurs à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques agricoles et prendre les devants pour collaborer avec les acteurs des secteurs commercial et industriel. Les parties prenantes ont indiqué qu'il était également important, entre autres, de rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes afin d'éviter l'émigration et de garantir l'accès à des aliments abordables et nutritifs pour lutter contre la malnutrition, la mortalité infantile et les violences fondées sur le genre au sein des ménages. Au niveau national, tous les acteurs doivent reconnaître que les femmes et les hommes sont égaux au sein du secteur agricole et que les femmes peuvent donc prétendre aux mêmes droits.

Les parties prenantes considèrent également qu'il est essentiel de garantir aux agriculteurs et aux producteurs l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique et de veiller à ce que les initiatives climatiques soient menées en collaboration avec ces derniers, ainsi que d'aider les petites et moyennes entreprises à élaborer des plans d'activités pour faciliter l'accès aux financements. Il faut pour cela s'appuyer sur la collaboration entre les parties prenantes et mettre au point de nouveaux modèles de partenariats philanthropiques public-privé faisant participer directement les agriculteurs.

Les acteurs des secteurs du commerce et de l'industrie interrogés ont suggéré que le système des Nations Unies adopte une approche inclusive en partenariat avec le secteur privé, afin que ce dernier propose des solutions pour favoriser la durabilité des systèmes alimentaires. Ils ont également souligné qu'il fallait que les coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires donnent des indications claires sur la manière dont le secteur privé pourrait participer à ces coalitions, en présentant avec précision les avantages, les possibilités et les obligations qu'impliquait le statut de partenaire.

Les parties prenantes ont convenu à l'unanimité qu'il importait de faire participer davantage les jeunes à la transformation des systèmes alimentaires, en particulier lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'adaptation qui ont des répercussions directes sur leur vie. Il faut pour cela apporter un soutien financier aux organisations dirigées par des jeunes, en mettant en place des environnements politiques favorables et en améliorant l'accès des jeunes à des possibilités d'apprentissage.



© Veejay Villafranca

PROCHAINES ÉTAPES

Il faudra veiller à ce que les questions présentées ci-dessus soient prises en compte lors de l'élaboration d'interventions multisectorielles au moyen de la création de mécanismes de financement spécifiques, en mettant l'accent en particulier sur les questions d'égalité des genres et d'équité entre les générations et en leur sein et en renforçant l'équilibre territorial (par exemple, les infrastructures) au niveau infranational pour promouvoir l'accès physique et économique des populations les plus vulnérables à la nourriture. Il en va de même de l'intégration des jeunes, des femmes et des peuples autochtones dans la transformation des systèmes alimentaires. Il faut mieux appréhender ce problème persistant et prendre des mesures concrètes dans ce domaine.

Il ressort clairement de l'enquête que toutes les parties prenantes ont apporté une valeur ajoutée à la transformation des systèmes alimentaires. La diversité des parties prenantes et de leurs contributions, et leurs intérêts divergents créent une vision parcellaire des systèmes alimentaires. Il importe de rappeler tout d'abord que ces divergences sont naturelles et que les parties prenantes, selon toute probabilité, devront faire des compromis et se mettre d'accord dans le cadre de leurs discussions sur les différentes solutions possibles. Le fait de recenser la manière dont d'autres organisations cadres (comme le Mouvement SUN) ont géré ces divergences et appliqué les bonnes pratiques reconnues pour rapprocher les points de vue divergents et appuyer la collaboration multisectorielle et le dialogue sur les politiques peut aider à avancer. Il n'y a pas de solution magique permettant de trouver des compromis idéaux et de les approuver d'un commun accord. Il faudrait plutôt favoriser la découverte et instaurer un climat de confiance où la reconnaissance des liens d'interdépendance entre les parties prenantes est déjà un résultat important.

D'après les exemples fournis, les mesures prises par les pays commencent à suivre les principes établis par le Groupe consultatif du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, à savoir la prise en compte des groupes de parties prenantes dans leur action. À cet égard, il faut mettre en avant et adopter une planification efficace et des pratiques optimales. Les parties prenantes devront, au bout du compte, faire en sorte que les politiques qu'elles mènent soient adaptables aux différents contextes nationaux.

En ce qui concerne la nécessité d'améliorer la coordination à l'échelle des pays, il faut envisager de mettre au point des projets de transformation des systèmes alimentaires multisectoriels et multipartites plus détaillés⁹.

Il semblerait que, pour aider les pays à rendre les systèmes alimentaires durables, il faille mettre au point des mécanismes multipartites et multisectoriels. Ces mécanismes permettraient non seulement de reconnaître la nécessité d'allouer davantage de moyens, mais aussi de disposer d'un processus visant à répondre à ces besoins.

D'après les réponses à l'enquête, ils devraient avoir les trois principaux objectifs suivants.

1. L'amélioration de la «gouvernance de la transformation des systèmes alimentaires» à l'échelle nationale – Les réponses des parties prenantes indiquent un manque de coordination et de direction de la part des autorités nationales. Dans leur ensemble, les réponses à l'enquête attestent d'une vision parcellaire des systèmes alimentaires. On manque de données sur les points focaux chargés des systèmes alimentaires, les changements de gouvernement entraînent des changements de priorités et il n'existe pas de mécanisme de financement national, régional ou local dédié à la transformation des systèmes alimentaires. La mise en place d'une plateforme¹⁰ consacrée aux systèmes alimentaires pour faciliter le dialogue multipartite permettrait d'éviter que les parties prenantes se retrouvent en difficulté chacune de leur côté. Une telle plateforme permettrait de mettre en avant la prise en main et la maîtrise de la transformation des systèmes alimentaires par les pays. Le renforcement de la mobilisation favoriserait également les dispositifs de responsabilisation.

Le renforcement de la gouvernance de la transformation des systèmes alimentaires doit se faire dans le cadre d'un dispositif multisectoriel et multipartite bien défini. Ce dispositif se distinguerait des feuilles de route nationales, ou les compléterait, dans la mesure où il fournirait des orientations plus précises sur le type d'activités qui seraient menées, leur calendrier et les personnes qui en seraient chargées. Il permettrait de transformer les objectifs stratégiques d'inclusion sociale et d'équité, par exemple, en objectifs concrets.

⁹ On peut étudier l'approche écosystémique adoptée dans le cadre de l'initiative des pôles d'innovation alimentaire, dans la mesure où il s'agit de plateformes de partenariat mettant en lien différents acteurs des écosystèmes pour favoriser des partenariats et des réseaux permettant de mobiliser des investissements, de stimuler l'innovation et de s'efforcer collectivement d'éliminer les obstacles.

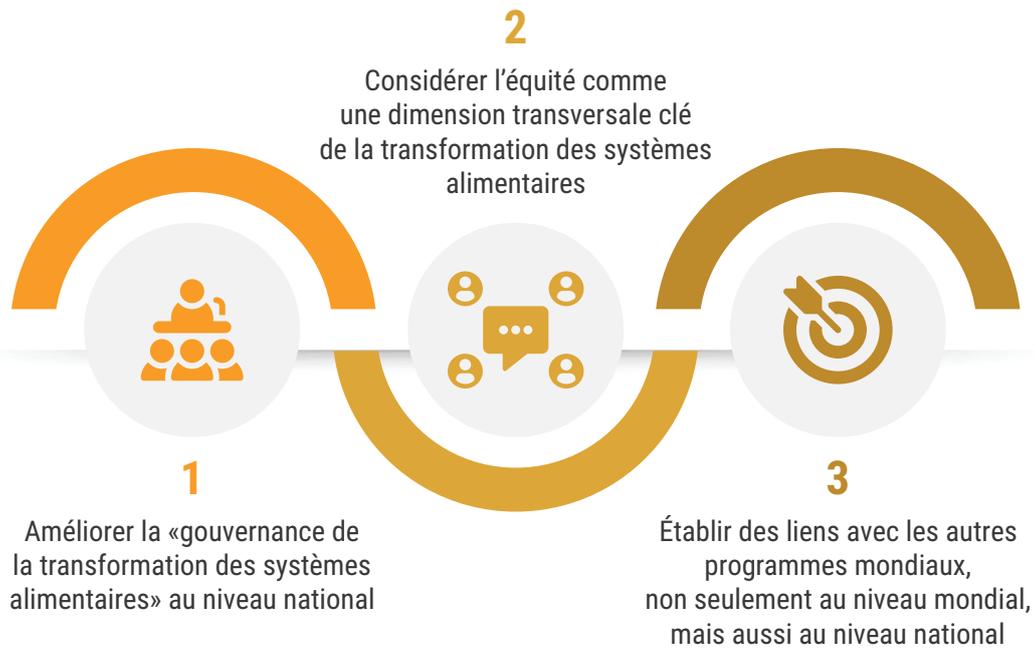
¹⁰ Elle pourrait s'inspirer de plateformes multipartites nationales existantes, comme celles qui ont été créées dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres et de la Food Action Alliance, et les transposer à plus grande échelle.

- 2. La reconnaissance de l'équité comme aspect transversal essentiel de la transformation des systèmes alimentaires** – Les parties prenantes ont indiqué qu'il fallait sensibiliser les jeunes à la question et mener des campagnes de sensibilisation en faveur des jeunes et de l'égalité des genres pour encourager la prise en compte des jeunes ainsi que des femmes et des filles dans les dialogues sur les politiques. Les femmes concernées ont signalé que l'utilisation des terres et l'accès à la terre étaient un problème, et qu'il fallait sensibiliser davantage à la question de l'accès des femmes aux moyens de production. La persistance de mentalités empreintes de machisme montre qu'il faut étudier les normes discriminatoires liées au genre et la façon dont elles se retrouvent au niveau des politiques, et tenter d'y apporter des solutions. Il faut prendre en compte la dimension transversale de la question des jeunes et de l'égalité des genres. L'équité intergénérationnelle et intragénérationnelle doit être clairement définie, et il faut mettre en œuvre des mesures en ce sens. Il semblerait que les jeunes, les femmes et les peuples autochtones rencontrent le même genre de difficultés, ce qui montre qu'il faut aborder la dimension sociale transversale de la question des jeunes avec une vision moins parcellaire de ces trois groupes de parties prenantes.

- 3. La définition des liens avec d'autres programmes mondiaux aux niveaux international et national** – Bien que les parties prenantes estiment que les liens avec d'autres programmes mondiaux doivent porter principalement sur des programmes internationaux comme, par exemple, les travaux de la COP ou le Sommet sur les objectifs de développement durable, il faut également le faire à l'échelle nationale.



Graphique 6: Aspects d'une architecture multipartite et multisectorielle visant à appuyer la transformation durable des systèmes alimentaires



PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS DU BILAN 2 ANS APRÈS LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les prochaines étapes dépendront dans une large mesure des résultats du Bilan. Dans cette perspective, le Bilan doit permettre aux pays d'échanger des connaissances, des bonnes pratiques, des solutions généralisables et des conseils techniques dans le but ultime de faire en sorte que tout le monde ait accès à une alimentation saine et abordable. Il devrait également permettre d'évaluer de manière détaillée l'état actuel des systèmes alimentaires mondiaux, en prenant en compte les perspectives, difficultés et possibilités variées des différents acteurs des systèmes alimentaires.

Le Bilan est une occasion de célébrer les progrès accomplis dans la transformation des systèmes alimentaires, de recenser les domaines dans lesquels des efforts doivent encore être faits et de mieux comprendre comment les systèmes alimentaires peuvent apporter une solution à certains des problèmes les plus urgents auxquels le monde est confronté, comme la faim, la malnutrition, la pauvreté, le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et les inégalités, et de renforcer la base d'éléments factuels sur ce sujet.

Les personnes interrogées ont estimé qu'il était important que le Bilan aide à trouver des moyens d'abandonner progressivement les pratiques non durables des systèmes alimentaires, d'éviter le gaspillage de nourriture et les pertes après récolte, de veiller à ce que les organisations locales soient entendues et de mettre en avant le rôle joué par toutes les parties prenantes, notamment les agricultrices, les travailleuses du secteur informel, les jeunes, les peuples autochtones, les agriculteurs et producteurs, le secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, les ONG et les milieux scientifiques et techniques, pour rendre les systèmes alimentaires durables.

Les parties prenantes souhaiteraient que l'on organise des débats inclusifs, équilibrés et débouchant sur des résultats concrets qui prennent en compte les contributions et les besoins des diverses parties prenantes dans tous les aspects des systèmes alimentaires. Ces débats devraient aider à comprendre comment augmenter de manière durable la production alimentaire, notamment le recours à des pratiques agricoles durables telles que l'agroécologie ou l'agriculture régénératrice, et attirer l'attention sur le rôle fondamental des jeunes dans la transformation des systèmes alimentaires et sur les questions relatives aux femmes et aux peuples autochtones, notamment la nécessité de garantir leur sécurité alimentaire et d'améliorer leurs conditions d'existence.

Les parties prenantes pensent aussi que le Bilan sera l'occasion de mettre en commun de bons exemples de partenariats tout en facilitant la création de réseaux et la formation d'alliances, en encourageant la collaboration entre les organisations et les régions et en rappelant l'importance des concertations nationales pour la mise en œuvre de mesures pouvant renforcer les systèmes alimentaires à l'échelle des pays.

Les parties prenantes espèrent que le Bilan permettra de mobiliser des ressources pour la réalisation des ODD, dans la mesure où ceux-ci sont liés à la transformation des systèmes alimentaires, et de formuler des recommandations réalisables qui faciliteront la mise en œuvre de politiques porteuses et contribueront ainsi à la mise au point de plans de travail concrets en vue de la transformation des systèmes alimentaires aux niveaux international, régional, local et communautaire.

Les parties prenantes ont pris acte du rôle central joué par les agriculteurs et producteurs, qui sont en première ligne des systèmes alimentaires. Elles espèrent que les agriculteurs et producteurs de différentes envergures, ainsi que leurs problèmes et solutions, seront très présents lors du Bilan, et que cela leur permettra d'être davantage consultés et de participer de manière plus directe à la transformation des systèmes alimentaires.

Les parties prenantes s'attendent également à ce que le Bilan:

- mette en avant le rôle que le commerce international peut avoir dans la promotion de l'amélioration de la nutrition et des systèmes alimentaires durables;
- fasse en sorte que les concepts et les indicateurs de durabilité soient exprimés et traités de manière intelligible pour les acteurs de l'agriculture et du secteur alimentaire et le grand public;
- développe les coalitions, en s'appuyant sur le travail accompli jusqu'à présent et en indiquant les mesures qui pourraient être prises à l'avenir;
- aide à comprendre comment le secteur privé peut participer aux suites à donner au Sommet sur les systèmes alimentaires, par exemple en collaborant avec les coalitions du Sommet.

ANNEXES

ANNEXE 1. QUESTIONNAIRE

1. Autorisation d'utiliser les informations communiquées dans le présent formulaire. Veuillez choisir l'une des options suivantes:
 - a. Le Pôle peut utiliser les informations communiquées dans le présent formulaire pour rédiger des documents d'information qui seront regroupés aux fins du Bilan après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et peut citer le nom de l'organisation ayant rempli le formulaire.
 - b. Le Pôle peut utiliser les informations communiquées dans le présent formulaire pour rédiger des documents d'information qui seront regroupés aux fins du Bilan après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, mais sans citer le nom de l'organisation ayant rempli le formulaire.

2. Nom et coordonnées de la personne chargée de remplir le questionnaire:
 - a. Prénom
 - b. Nom
 - c. Genre
 - d. Titre
 - e. Organisation
 - f. Courriel

3. Pays/région du siège de votre organisation (pour les organisations internationales, veuillez indiquer «Monde entier»)

4. Partie prenante ou grand groupe représenté(e) (d'après les catégories du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU)
 - a. Commerce et industrie
 - b. Enfants et jeunes
 - c. Agriculteurs/producteurs
 - d. Peuples autochtones
 - e. Autorités locales
 - f. Organisations non gouvernementales
 - g. Milieux scientifiques et techniques
 - h. Femmes
 - i. Travailleurs et syndicats

5. Veuillez décrire brièvement les mesures concrètes prises par votre organisation pour contribuer à la mise en œuvre des feuilles de route nationales en faveur de la transformation des systèmes alimentaires ou d'autres mesures relatives à la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

6. Sur une échelle de 1 à 5 (5 correspondant au plus haut niveau de satisfaction), à quel point êtes-vous satisfait(e) de la mesure dans laquelle chacun des acteurs suivants prend en compte les perspectives et les points de vue de votre organisation et vous fait participer à ses activités de transformation des systèmes alimentaires? Si vous n'avez jamais travaillé avec aucun de ces acteurs, veuillez passer directement à la question 8.
 - a. Autorités nationales
 - b. Collectivités locales
 - c. Système des Nations Unies
 - d. Autres organisations intergouvernementales internationales
 - e. Organisations d'intégration régionale (UE, ASEAN, CARICOM, Union africaine, etc.)
 - f. Organisations internationales non gouvernementales
 - g. Multinationales
 - h. Petites et moyennes entreprises
 - i. Universités et instituts de recherche
 - j. Autres acteurs (veuillez préciser ci-dessous)

7. Si vous avez travaillé avec un ou plusieurs de ces acteurs, veuillez donner un exemple de mesure positive qu'ils ont prise et qui impliquait de collaborer avec votre organisation.

8. D'après votre expérience, quels sont les problèmes que rencontre régulièrement votre organisation dans le cadre de ses interactions avec les acteurs suivants? Décrivez brièvement les problèmes rencontrés pour chaque acteur avec lequel vous avez travaillé ou souhaiteriez travailler.
 - a. Autorités nationales
 - b. Collectivités locales
 - c. Système des Nations Unies
 - d. Autres organisations intergouvernementales internationales
 - e. Organisations d'intégration régionale (UE, ASEAN, CARICOM, Union africaine, etc.)
 - f. Organisations internationales non gouvernementales
 - g. Multinationales
 - h. Petites et moyennes entreprises
 - i. Universités et instituts de recherche
 - j. Autres acteurs (veuillez préciser ci-dessous)
9. Compte tenu des problèmes évoqués dans la question précédente:
 - a. Que proposez-vous pour que ces acteurs puissent collaborer de manière plus efficace avec votre organisation?
 - b. D'après vous, quelles mesures votre organisation pourrait-elle prendre pour collaborer de manière plus efficace avec ces acteurs?
10. Au cours des deux prochaines années, quelles activités votre organisation devrait-elle mener en priorité pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans votre pays?
11. Comment peut-on faire le lien de manière efficace entre le Bilan après le Sommet sur les systèmes alimentaires et d'autres initiatives mondiales, telles que le Sommet sur les objectifs de développement durable, le Sommet de l'avenir de 2024, les travaux de la Conférence des Parties et d'autres processus mondiaux?
12. Qu'attendez-vous principalement de ce Bilan?
13. Avez-vous d'autres idées dont vous souhaiteriez nous faire part?

ANNEXE 2. LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Le Groupe consultatif de mobilisation et de mise en réseau des parties prenantes et le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires souhaitent remercier les personnes suivantes, qui ont répondu à l'enquête ouverte et doivent donc être considérées comme les coauteurs du présent rapport.

Nom complet	Organisation	Pays
Abdelkerim Abbas Mahamat	International Helping for Young	Tchad
Abduljeleel Bello	Primneeds	Nigéria
Abul Kashem Sheikh	Kathak Academy	Bangladesh
Ahotondji Mechak Gbaguidi	Laboratoire de sciences et technologies alimentaires	Bénin
Aisha Ahmed	Murna Foundation	Nigéria
Alan Pater	El Buda Profano	Monde entier
Amal Laqtib	The Anchor's Organisation for the United Nations Development Programme	Maroc
Anicet Lossa Londjiringa	Association pour la conservation et la protection des écosystèmes des lacs et l'agriculture durable	République démocratique du Congo
Anouk De Vries	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)	Monde entier
Ashie Charles	Christ Soldiers Foundation	Ghana
Ayaz Mukarram Shaikh	Université de Debrecen	Hongrie
Azeez Salawu	Community Action for Food Security Initiative (CAFS Africa)	Nigéria
Baba Boubacar Keïta	Communauté de pratiques en matière de lutte contre la corruption	Mali
Babafemi Oyewole	Panafrican Farmers Organisation	Rwanda
Baliqees Salaudeen	Green Republic Farms Limited	Nigéria
Belina Manapo Makhele	Willow Tree Farm Center	Lesotho
Benjamin Appiah-Kuni	International Volunteer Organization for Women Education Development	Ghana

Nom complet	Organisation	Pays
Betty Elisa Perez Valiente	CCNIS	El Salvador
Bibi Ally	Emerging Ag Inc	Monde entier
Bolaji Ogundeji	Bolcris International	Monde entier
Briphin Ampurire	Finn Church Aid	Monde entier
Carlos Domke Vargas	MLR Forestal de Nicaragua SA	Amérique centrale
Carole Küng	Sdsn Switzerland	Suisse
Caroline Emond	Fédération internationale du lait	Monde entier
Chukwudi Egwuagu	Neduchuks Multi - Business Concept	Monde entier
Claude Elembo Esanga	Commission nationale pour l'UNESCO	République démocratique du Congo
Claudio Daniel Schwartz	PRIMMAR/Programa para una Red Integral Modular Mundial de Asentamientos Rurales	Argentine
Danyelle Kawamura	Institute for Climate and Peace	Région Asie et Pacifique
Kislaya Upadhyay	Svyam Bane Gopal	Inde
Dore Castillo Garcia	Salud Crítica	Mexique
E. M. B. Daniel	Lanka Fundamental Rights Organization	Sri Lanka
Frank Wesonga Omukuyia	African Alliance for Health Research Economic Development	Kenya
Edda Giuberti	Tripla Difesa Onlus Guardie Sicurezza Sociale ed Eco Zoofila	Monde entier
Emem Umoh	Women in Nature Conservation Organization (WINCO)	Nigéria
Espérance Ntirampeba	SFBSP-Burundi	Burundi
Ezaie Muhindo Mbumba	Organisation paysanne pour le développement durable	République démocratique du Congo
Francis Keya	AAHRED	Kenya
Francisco J. Rosado-May	Glocal Bej A. C./Universidad Intercultural Maya de Quintana Roo	Amérique latine

Nom complet	Organisation	Pays
Frank Ademba	We Effect	Tanzanie
Gayathri Ilango	The Circular Farm LLC	Monde entier
Gervais Nzoa	Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement	Cameroun
Giulia De Castro	Organisation mondiale des agriculteurs	Italie
Grace Scent	Université du delta du Niger (État de Bayelsa)	Nigéria
Hanna North	CIFOR-ICRAF	Monde entier
Hironobu Ode	Seiwa-Ltd	Japon
Ichivirbee Ukange	Women Environmental Programme	Nigéria
Ifeyinwa Kanu	Intellidigest Ltd	Monde entier
Isela Marianela Gutiérrez Bustamante	Redmurlam	Pérou
Jackson Zee	Vier Pfoten International	Monde entier
Jacqueline Musugani	Initiatives des femmes en situations difficiles pour le développement durable et intégré (IFESIDDI)	République démocratique du Congo
Jagat Deuja	Community Self Reliance Centre (CSRC)	Népal
James Ndiritu	Success in Agriculture	Kenya
Janice Giddens	Us Dairy Export Council	Monde entier
Jennifer Ndzana Eloundou	Forum mondial de l'alimentation	Italie
John Aggrey	Hired Consult	Ghana
Joy Ejaria	Ejaria Global Resources Limited and Divine Rest Outreach International	Nigéria
Joyce Kyerewaa Ahenkorah	University for Development Studies	Ghana
Juliet Chinemelu	Wido	Nigéria
Kathelijne Van Hoeven	Foodfirst	Pays-Bas
Katie Carson	Tetra Pak	Monde entier
Kayanga Peter	Disability Peoples Forum Uganda	Ouganda
Kenneth Okoh	Queens World Network	Nigéria
Kouichirou Shin	J-Milk (Japan Dairy Association)	Japon

Nom complet	Organisation	Pays
Krishan Bheenick	Regeneration Mauritius	Maurice
Leen Assire	Mena Youth Network	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Léon C'est la vie Peke Koukou	ONG nationale – Groupement agropastoral pour le développement de Yongoro	République centrafricaine
Liliana Virginia Llontop Silva	Red de Mujeres Rurales Poncoy	Pérou
Ma. Johara Justimbaste	Pagtinabangay Foundation	Philippines
Mamun Rashid	Badabon Sangho	Bangladesh
Mandira Guha Neogi	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)	Suisse
Mange Ram Adhana	Association for Promotion of Sustainable Development	Inde
Margit Batthyany-Schmidt	Union of Hungarian Women Association (UHW)	Hongrie
Margot Clifford Laguette	Association internationale de l'industrie des engrais	Monde entier
Mariet Verhoef-Cohen	Women For Water Partnership	Monde entier
Martina Fleckenstein	WWF	Monde entier
Martins Paul Iwuanyanwu	Leadership Watch	Nigéria
Michael Ahimbisibwe	Real Food Systems Int	Ouganda
Michael Anguria	Saf-Teso	Ouganda
Michael Ogunbiyi	Sm Sunrise Global Visions (SSGV)	Nigéria
Mimansha Joshi	Transforming Urban Rural Food Systems Consortium	Monde entier
Minal Bhatia	The Lonavla Local	Inde
Mohammed Abubakar	World Public Health Nutrition Association	Nigéria
Motselisi Mokhele	Africa Women Farmers Allies	Lesotho
Muhammad Imran Shazad	Galaxy Rice	Pakistan
Nelly-Françoise Comte	Cerpac	Congo
Nicht Rukundo	Nestar Supplies Ltd	Ouganda

Nom complet	Organisation	Pays
Norman Mapela	Isiziba Community based Organizations of South Africa	Afrique du Sud
Peter Bette	Biakwan Light Green Initiative	Nigéria
Phionah Nalumansi	Kiyita Foundation	Ouganda
Pradeep Mehta	Central Himalayan Institute for Nature & Applied Research (CHINAR)	Inde
Prince Goodluck Obi	Global Alert for Defence of Youth and the Less Privileged (GADYLP)	Nigéria
Rafiu Olaore	Youths Enterprise Development & Innovation Society (YEDIS)	Nigéria
Rasim Abderrahim	Sustainabilitycorp	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Ravi Kumar	Human for International Democratic Union (HINDU)	Inde
Reema Nanavaty	Self Employed Women's Association (SEWA)	Inde
Robert Kibaya	Kikandwa Rural Communities Development Organization	Ouganda
Robinson Runyenje	KCRC LTD	Kenya
Ruby Kryticous	Green Agriculture Youth Organisation	Zambie
Sadik El-Hattab	Almarssad euro-africain des droits de l'Homme	Maroc
Sarada Prasad Mohapatra	Narasingh Choudhury Autonomous College	Inde
Severin Sindizera	Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi (AIDB)	Burundi
Shah I. Mobin Jinnah	Community Development Association	Bangladesh
Sharon Wallenberg	Vegan International	États-Unis d'Amérique
Sixto Palacios	Agroasesorias de Colombia	Colombie
Summer Wright	Orataiao: NZ Climate & Health Council	Nouvelle-Zélande
Suzanne Van Tilburg	Rabobank	Pays-Bas

Nom complet	Organisation	Pays
Syed Ejaz Hussain Shah	NGOs Computer Literacy Shelter Welfare Rawalpindi Cantt Pakistan	Pakistan
Takanori Morinaka	Nisshin Seifun Group Inc.	Monde entier
Taniguchi Yoshiaki	Yosano, préfecture de Kyoto, Japon	Japon
Turki Al Rasheed	Université de l'Arizona	Arabie saoudite
Valentina Pescetti	A. N. I. T. A. Garibaldi Aps	Italie
Victor Garpulee	Euphrates Liberia Peace Practice Network	Libéria
Victoria Crawford	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable	Monde entier
William Lanier	Neveridle Farms and Consulting (Ghana)	Ghana
Yasuo Takeuchi	Meiji Holdings Co., Ltd.	Japon



© FAO/Carly Learson

ANNEXE 3. LISTE DES PERSONNES AYANT CONTRIBUÉ À L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

AUTEUR INDÉPENDANT

Gregory Beals

EXAMEN PAR DES PAIRS ET GROUPE ÉDITORIAL

Nom complet	Organisation	Groupe consultatif
Aluki Kotierk	Nunavut Tunngavik	Peuples autochtones
Elizabeth Mwendé	Ingénieure agronome	Jeunes
Lucy Muchoky	Pan African Agribusiness Consortium	Femmes
Francesco Brusaporto	Organisation mondiale des agriculteurs	Agriculteurs/producteurs
Maria Giulia De Castro	Organisation mondiale des agriculteurs	Agriculteurs/producteurs
Emeline Fellus	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable	Secteur privé
Victoria Crawford	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable	Secteur privé
Tania Strauss	Forum économique mondial	Secteur privé
Federico Ronca	Forum économique mondial	Secteur privé

APPUI TECHNIQUE DU PÔLE DE COORDINATION DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES:

Hajnalka Petrics, Sophie Akwa Cowppli-Bony Kwassy, Alison Graham, Roberto Villa, Abigail Smith, Kennedy Baruta et Kunthara Poonjaruwat.



Italie 2023

**SOMMET DES NATIONS UNIES
SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES + 2**

BILAN